

Source Ecofin le 6 mars 2024

# La BOAD approuve une série de financements de 197 millions \$ pour le Burkina Faso et le Mali, deux pays de l'AES



**(Agence Ecofin) - La moitié des projets validés par la BOAD, lors de son dernier conseil d'administration, concerne les pays de la nouvelle Alliance des Etats du Sahel. Ceux-ci n'écartent pourtant pas l'idée de prendre leurs distances vis-à-vis de la zone franc CFA et par ricochet de l'UEMOA, après avoir annoncé leur départ immédiat de la CEDEAO.**

Réunie en conseil d'administration, le lundi 4 mars 2024, la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a donné son feu vert pour une série de financements au profit du Burkina Faso et du Mali, deux pays membres de la nouvelle Alliance des Etats du Sahel (AES) à laquelle s'ajoute le Niger. Sur les 238,5 milliards fcfa, 119 milliards FCFA, soit près de 50 % des nouveaux engagements pris par la banque de développement de l'UEMOA, sont allés à ces deux pays.

## **Agriculture, routes, énergies**

Parmi les dix projets validés lors de la session des administrateurs de la BOAD basée à Lomé, cinq sont spécifiquement destinés à soutenir le développement dans les pays de l'AES qui ont récemment annoncé se retirer de la CEDEAO et envisageraient également une rupture avec l'UEMOA. Trois de ces projets concernent le Burkina Faso et deux le Mali.

Au Burkina Faso, l'un des projets phares approuvés est le financement de la campagne cotonnière 2023-2024, avec un investissement de 15 milliards fcfa. Ce financement devrait servir à soutenir l'achat et la transformation d'environ 427 500 tonnes de coton graine. Un second projet, doté de 14 milliards fcfa, concerne le développement urgent de la production d'engrais minéraux. L'enveloppe permettra d'acquérir des matières premières pour la production de 29 000 tonnes d'engrais, renforçant ainsi la capacité de la Société d'exploitation des phosphates du Burkina Faso à soutenir la productivité agricole, a précisé la BOAD.

Le troisième projet validé pour le Burkina Faso consiste en l'élargissement et la modernisation de la route nationale RN4, notamment la voie d'accès à l'Université Thomas Sankara. La banque dirigée par Serge Ekue prévoit ainsi d'engager 30 milliards fcfa dans ces travaux qui, une fois terminés, devraient réduire le temps de parcours de 50 %, soit d'environ 50 minutes à 25, et améliorer la sécurité routière.

Pour le Mali, la Banque, détenue majoritairement par la BCEAO, a approuvé un financement de 30 milliards fcfa pour la Phase 2 du Programme de développement de l'irrigation dans le Bassin du Bani et

à Sélingué. Ce projet a pour objectif d'améliorer la sécurité alimentaire et de diminuer la pauvreté dans la zone d'intervention, en accroissant les revenus des producteurs agricoles et en consolidant leur capacité à résister aux changements climatiques, indique-t-on.

Le second projet malien, avec un financement de 30 milliards fcfa, concerne le secteur de l'énergie. Il s'agit de jeter les bases d'un réseau électrique flambant neuf, avec la construction d'un segment de 225 kV qui va encercler le nord de la capitale et la construction de postes électriques. Ce projet va relier des points vitaux tels que Kodialani, Kambila, Safo, Kénié et Dialakorobougou. La BOAD assure que cette initiative va dynamiser les infrastructures de transport d'énergie.

### **Sénégal et Côte d'Ivoire**

La Côte d'Ivoire et le Sénégal ont également vu plusieurs de leurs projets approuvés. Pour le Sénégal, les projets validés incluent la mise à niveau du réseau routier structurant, visant à améliorer la mobilité et la sécurité des usagers ainsi que la construction d'un Parc des technologies numériques dans le Pôle urbain de Diamniadio, qui ambitionne de positionner le pays comme un hub numérique régional. En outre, le projet de renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable à Richard-Toll, Dagana, Podor et Matam a été également approuvé.

Quant à la Côte d'Ivoire, le projet d'aménagement et de bitumage de la route Petit Nassian-Kafolo-Téhini a été validé, avec pour objectif de faciliter les échanges entre les localités et de soutenir la croissance économique.

***Fiacre E. Kakpo***